Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 MAI 1877.

SUPPRESSION DES DROITS DE DOUANE SUR LES BOIS.

(Pétition des Président et Secrétaire de la Société commerciale, industrielle et maritime d'Anvers, dont l'analyse a été présentée le 15 mars 1876.)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INDUSTRIE (1), PAR M. MEEUS.

MESSIEURS,

Par pétition du 18 janvier 1876, renvoyée à votre commission permanente de l'industrie le 15 mars suivant, les Président et Secrétaire de la Société commerciale, industrielle et maritime d'Anvers s'adressent à la Chambre pour obtenir la libre entrée des bois.

Les pétitionnaires font observer que des démarches dans ce but ont été faites auprès de M. le Ministre des Finances par des industriels de Gand, de Charleroi, d'Ostende et d'autres villes, ainsi que par une requête, datant du mois de mars 1875, émanée des négociants en bois d'Anvers, et dont copie est jointe à leur pétition.

Les considérations invoquées par les pétitionnaires en faveur de la suppression des droits d'entrée sur les bois sont les suivantes :

1° La suppression des droits d'entrée sur les bois étrangers ne nuirait pas à l'industrie indigène, la Belgique n'étant pas un pays forestier. La production du bois du pays tend de plus en plus à diminuer, tandis que l'importation de bois étranger suit une progression sans cesse ascendante. Alors qu'en 1850 on n'importait des bois que pour une valeur de 2,936,000 francs, cette valeur s'élevait en 1875 au chiffre considérable de 41,433,000

(1) La commission est composée de MM. DE LEHAYE, *président*, DESCAMPS, SIMONIS, JAASSENS, CRUYT, DRION, VAN ISEGHEM, MEEUS et DE LAET.

francs, dont une partie est réexpédiée pour les pays voisins, notamment pour le nord de la France.

2° L'existence des droits d'entrée est pour le commerce des bois une source de difficultés et de faux frais dont la suppression donnerait à ce commerce, surtout au point de vue du transit, un nouvel et important essor, au grand profit du port d'Anvers et du chemin de fer de l'État.

3° Si le droit d'entrée sur les bois était supprimé, il en résulterait pour le consommateur belge une réduction de prix. Le droit d'entrée est très-élevé sur les bois de qualité inférieure; sur les planches il atteint 15 à 20 p. % de leur valeur. A ce droit qui profite au Trésor public, viennent se joindre les frais de toute nature inhérents à sa perception, et qui sont complètement perdus.

4° Non-seulement les particuliers, mais encore grand nombre d'industries, consomment de grandes quantités de bois. Le consommateur de bois le plus important est sans contredit l'État lui-même : ses constructions, son matériel de transport, ses voies ferrées en absorbent chaque année des quantités considérables. Certaines industries sont exonérées des droits d'entrée sur les bois en vertu de l'article 40 de la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts. La verrerie, la fabrication de bougies jouissent de la libre entrée des bois nécessaires à leurs emballages, à condition de les exporter. On a donc considéré que ces droits d'entrée sont assez importants pour réagir sur le prix de revient de ces fabricats. D'autres exemptions sont accordées pour favoriser l'industrie des constructions navales. Mais, d'une part, il est d'autres industries qui exportent des bois soumis au paiement du droit d'entrée, et d'autre part, les bois exemptés supportent toujours les frais qu'entraînent les formalités douanières.

De l'avis des pétitionnaires, l'unique raison du maintien des droits d'entrée sur les bois se trouve dans la recette que l'État en retire et qui s'élève d'un et demi à deux millions par an. Mais cette recette, l'État se la paye en grande partie à lui-même. Du restant il faut déduire les frais de perception et la majoration de prix occasionnée par les frais qu'imposent au commerce les formalités douanières. La recette réelle que l'État retire du droit d'entrée sur les bois est donc de beaucoup inférieure au chiffre accusé dans le tableau des recettes de l'État.

Enfin les pétitionnaires invoquent l'exemple de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne où les bois sont complètement dégrevés de droits d'entrée.

Voici, d'après le tableau général du commerce avec les pays étrangers pendant l'année 1875, l'importance du commerce des bois étrangers en Belgique.

I. Bois de construction :

1° De chêne et de noyer :

a) En grume ou non sciés : 25,443 m ³ ; valeur 150 francs ;	
droit 1 franc le mètre cube ; somme perçue. fr.	25,444 »
A REPORTER. fr.	25,444 »

REPORT. fr.	23,444 »
b) Simplement refendus: 5,363 m ³ ; valeur 170 francs; droit 1 franc le mètre cube; somme perçue.	5,364 »
c) Non sciés: 53,653 m ³ ; valeur 193 francs; droit 1 franc le mètre cube; somme perçue	53,653 »
2° Autres :	
a) En grume ou non sciés: 73,839 m ³ ; valeur 55 francs; droit 5 francs le mètre cube; somme perçue	227,508 »
b) Simplement refendus: libres; valeur 60 francs; libres; somme perçue	»
c) Non sciés de plus de 3 cent. d'épaisseur: 185,694 m ³ ; valeur 85 francs; droit 6 francs le mètre cube; somme perçue.	1,114,164 »
c) Non sciés de 3 cent. et moins: 94,607 m ³ ; valeur 83 francs; droit 9 francs le mètre cube; somme perçue.	831,463 »

II. Bois d'ébénisterie :

a) En grume ou non sciés: 2,812,717 kilos; valeur 33 c ^s le kilo; droit 3 francs les 1,000 kilos; somme perçue	8,459 »
b) Sciés de plus de 3 cent. d'épaisseur: 1,370 kilos; valeur 43 c ^s le kilo; droit 6 francs les 1,000 kilos; somme perçue.	10 »
b) Sciés de 3 cent. et plus; 137,066 kilos; valeur droit 9 francs les 100 kilos; somme perçue.	1,415 »
III. Mâts, vergues et espars: libres	»
IV. Bois divers: 3,342,348 francs; droit 3 p. % de la valeur; somme perçue	177,127 »
V. Bois ouvrés: 1,793,066 francs; droit 10 p. % de la valeur; somme perçue	179,511 »

TOTAL des recettes. . . . fr. 2,641,098 »

On remarquera que ce sont les bois de moindre valeur qui sont généralement le plus imposés, et que ce sont aussi ces bois qui font l'objet de la plus grande consommation.

Votre Commission, Messieurs, apprécie toute l'importance des arguments que les pétitionnaires font valoir en faveur de l'abolition des droits d'entrée sur les bois, et que nous avons cru devoir résumer.

L'existence de droits soumet toujours le commerce à de faux frais. Ces frais grèvent d'autant plus la marchandise que celle-ci à moins de valeur.

Pour les bois en particulier ces frais sont considérables. Les négociants en bois sont obligés notamment de louer dans le voisinage des ports des terrains pour y établir des entrepôts fictifs, en attendant qu'ils puissent donner à leur marchandise une destination. Ces frais de location sont souvent très-

élevés, et, joints aux autres frais nécessités par les formalités douanières, ils constituent la Belgique dans des conditions d'infériorité vis-à-vis des pays voisins où le commerce des bois est libre.

Cependant comme le chiffre de la recette du Trésor s'élève à une somme relativement considérable, votre Commission ne peut pas en ce moment en proposer la suppression.

Elle croit devoir se borner à exprimer le vœu que le Gouvernement examine la question dans l'intérêt du commerce, des ports belges et du chemin de fer de l'État pour lequel le développement du transit des bois étrangers deviendrait incontestablement la source de nombreux transports.

Dans l'examen que votre Commission convie le Gouvernement à faire, il devra être tenu compte de l'économie que l'État, qui consomme lui-même une grande quantité de bois presque exclusivement étrangers, ferait par la suppression des droits.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer le renvoi de la pétition à MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics.

Le Rapporteur,
EUGÈNE MEEUS.

Le Président,
DE LEHAYE.